

**INTERVENTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU TCHAD**

Doha, le 29 Novembre 2008

**Son Altesse l'Emir du Qatar ;
Monsieur le Président de la Conférence ;
Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation
des Nations Unies ;
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de
Gouvernement ;
Mesdames et Messieurs ;**

Permettez-moi tout d'abord de présenter au nom du peuple tchadien, son gouvernement et à mon nom propre, mes condoléances au gouvernement et au peuple Indien pour les actes terroristes qui viennent d'endeuillées la ville de Mimbaï. Le Tchad par ma voix, condamne énergiquement, cet acte odieux.

Je voudrais également adresser, au nom de la délégation qui m'accompagne nos vives félicitations à Son Altesse le Chiekh HAMAD BIN KHALIFA AL TANI, émir de l'Etat de Qatar et le Secrétaire Général de l'ONU, pour l'organisation de cette importante conférence de suivi sur le financement du développement.

La présente conférence se tient à un moment crucial de l'évolution des relations économiques et financières internationales. Celles-ci sont profondément marquées par une série de crises majeures. Qu'il s'agisse de la crise alimentaire, énergétique ou financière, elles interpellent la Communauté internationale et constituent de fait des défis à relever.

Je me réjouis de la grande mobilisation traduisant l'esprit de solidarité internationale et la volonté de plus en plus affichée dans la recherche des solutions communes aux maux qui secouent notre planète.

Les risques de remise en cause de l'ordre économique et financier mondial impose à nos Etats de tenir les engagements pris tant dans la Déclaration du Millénaire que dans le Consensus du Monterrey sur le financement du Développement.

En effet, la crise financière internationale persiste. Elle engendre des conséquences préjudiciables à la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, notamment sur l'Aide Publique au Développement, les échanges commerciaux, la dette des pays du Sud ou le commerce mondial.

Monsieur le Président,

Nos présentes assises résultent de notre ferme détermination à éradiquer la pauvreté, à parvenir à une croissance économique viable et promouvoir un développement durable. Force est de constater cependant que la prolifération des conflits locaux, sous régionaux et régionaux en Afrique annihile les efforts et réduit la portée des actions entreprises.

Aussi, la restauration et la consolidation de la paix dans ces régions restent-elles des conditions nécessaires à la réalisation des objectifs du Millénaire et permettre l'épanouissement des populations.

Depuis l'exploitation de son pétrole en 2003, mon pays a consacré l'essentiel de ses ressources aux infrastructures de base devant constituer le fondement de son développement socio-économique. Mais, ces ressources financières nationales restent malheureusement en deçà de nos besoins.

Des concours extérieurs nous sont donc indispensables dans nombre de secteurs pour renforcer notre capacité à mieux relever les défis de la pauvreté et de la croissance.

Dans cette optique, le Tchad privilégie, dans la réalisation de ses projets d'investissement, l'approche de cofinancement avec tous ses partenaires extérieurs.

Monsieur le Président ;

Tous les efforts du Gouvernement, déjà fortement contrariés par des obstacles naturels pénalisants, sont fragilisés par la situation sécuritaire du pays du la crise du Darfour ayant provoqué un déplacement massif des populations. En effet, le Tchad accueille sur son territoire plus de 290 000 réfugiés soudanais et 60 000 autres venus de la RCA auxquels s'ajoutent quelques 180 000 déplacés tchadiens.

Nous nous réjouissons de l'appui significatif de la Communauté internationale pour la sécurisation des camps des réfugiés, des déplacés et celle des organisations humanitaires à travers la mise en place d'une présence onusienne et européenne.

Que tous les pays contributeurs trouvent ici la gratitude et la reconnaissance du peuple tchadien. Nous ne doutons pas que l'amélioration de conditions de vie de ces populations en détresse constitue aujourd'hui une préoccupation majeure pour nombre d'entre vous.

Il convient aussi de ne pas perdre de vue la nécessité de préserver, dans cette partie de mon pays, l'environnement fortement fragilisé par la pression exercée par l'afflux des réfugiés.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de
Gouvernement ;
Mesdames et Messieurs ;**

Au terme des mes propos, qu'il me soit permis de réitérer les attentes légitimes de nos populations de voir se raffermir l'élan de solidarité et le partenariat mondial né du consensus de Monterrey.

A l'heure où la gouvernance mondiale est fortement secouée par les difficultés de tout genre, la réaffirmation de nos engagements pour une mobilisation plus conséquente de ressources en faveur du développement devient plus que nécessaire. C'est un défi majeur que nous devons relever et que nous pouvons relever ensemble.

Je vous remercie.